



Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



N°423 / LUNDI 10 JUN 2019 Hebdomadaire / www.jaoguinee.com Prix : 3000 GNF

APPELS D'OFFRES

- PNUD**
 - AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR « LE PROGRAMMATION.....P/03
- MINISTERE DE LA SANTE**
 - REPORT DE LA DATE LIMITE DE DEPOT ET D'OUVERTURE DES OFFRES
AON N°08/REDISSE/MS/UGP/TWX/2019.....P/03

- AVIS D'APPEL D'OFFRE.....P/03

- AVIS A MANIFESTAION D'INTERET.....P/04
- AVIS A MANIFESTATION D'INTERET.....P/04
- AVIS A MANIFESTATION D'INTERET.....P/05
- AVIS A MANIFESTATION D'INTERET.....P/06

- CREDIT RURAL GUINEE S.A**
 - AVIS D'APPEL D'AFFRE PUBLIC POURP/16

- MINISTERE DE L'ENERGIE**
 - AVIS D'APPEL A CANDIDATURE.....P/07

- PNUD**
 - AVIS D'APPEL A SÉLECTION DE PRESTATAIRES DANS LE CADRE DES TRAVAUXP/08

- ANAFIC**
 - AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL.....P/10

Votre rubrique

Jeux , Culture et Humour

Conseil

Mal-aimé? Sept conseils pour ne pas s'isoler

Comment (re)gagner l'estime de ses troupes lorsque la crise est là.

OFFRES D'EMPLOIS

- PASSA-G**
 - AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL.....P/08
- AVIS DE RECRUTEMENT DE DEUX CONSULTANTS.....P/08

Nos services

- d'ouvrages politiques
- d'ouvrages d'entreprises
- de brochures
- de rapports annuels
- de divers autres

Confection & impression de supports publicitaires et de communication

Agenda FLYERS Calendriers
Depliant Affiches
Visuel Banderoles
Cartes de visites Facturiers

Nos journaux

- Formation & conseil en stratégie en communication d'entreprise et institutionnelle
- Assistance à la création d'entreprise
- Réalisation d'étude de marché de dossiers de presse et d'études pour des campagnes publicitaires
- Conception & Gestion de sites Web

NOS SITES WEB

- www.vision2000communication.com
- www.regionalinfolguinee.com
- www.africatribune.net
- www.guineexpressnews.com
- www.repertoireguinee.com
- www.scoopguinee.com

Sandervalya 2ème AV, Conakry, Guinée
(+224) 664 633- 212
(+224) 628 267 -873
Email : vision2000net@yahoo.fr

Mal-aimé? Sept conseils pour ne pas s'isoler

Comment (re)gagner l'estime de ses troupes lorsque la crise est là.



CONSEILS DU J

Le manager qui subit une pression d'enfer en arrive parfois à oublier les formes et à agir en solo. Pire, alors qu'il doit travailler avec une nouvelle équipe, il a tendance à dénigrer tout ce qui a été fait avant lui. S'installe alors un vrai malaise. Certes, un chef n'est pas là pour être aimé, mais tout de même. Laurent Tylski, coach de dirigeants chez

Acteo Consulting décrypte sept attitudes à adopter pour renverser la vapeur et (re)gagner l'estime de ses troupes, sans démagogie.

1. Sortir de sa tour d'ivoire

Proscrivez les formules du type, «je n'ai pas le temps», «je suis speed». À la longue, vouloir tout faire tout seul vous coupe de la base. C'est de cette façon que le directeur grands projets d'une société de BTP s'est fait «black lister» par ses 70 coéquipiers. Sa vision stratégique était excellente, mais rejeté par ses troupes, il a été licencié. Pratiquez plutôt le «management by wandering around» en vous baladant dans les bureaux et les couloirs pour serrer les mains,

2. Personnaliser la relation à chacun

Il s'agit d'avoir au fil de l'eau de petites attentions envers vos collaborateurs. Intéressez-vous à leur vie hors travail et souvenez-vous de ces informations informelles. Ecoutez, interrogez. Quel est le job du conjoint? Quel sont les prénoms des enfants? Où partent-ils en vacances ? etc.

S'il le faut, rédigez un pense-bête sur tous ces points pour chacun d'eux. Grâce à celui-ci vous aurez ensuite l'à-propos de fêter son anniversaire à Luc mais aussi de lui glisser des mots gentils sur sa fille qui bâche son examen ou sur la santé de sa mère que vous savez malade. Vous considérez alors l'autre dans toute sa dimension humaine.

3. Développer son empathie

En toute occasion, prenez en compte ce que dit votre interlocuteur. Lorsqu'il est assis devant vous, soyez disponible à 100% et lâchez mails et téléphone.

Inutile de décrocher le combiné pour répondre «Je suis en réunion», ça ne rime à rien. Sachez aussi vous montrer serviable. Aider Marie à porter un carton ou apporter un café à Jules en plein rush, vous fera illico descendre de votre piédestal. En plus, si vous restez positif, ce sera un sacré bonus. Quitte à enjoliver un peu : «Je suis content, vous avez trouvé une idée originale à laquelle je n'avais pas pensé».

4. Mettre en branle ses alliés

Appuyez-vous sur vos coéquipiers engagés et loyaux. En général, ils sont faciles à repérer. Bons soldats, ils ne critiquent jamais. Ils s'enthousiasment sur tout, prêts à passer à l'action contre vents et marées. Impliquez-les en réunion, en les interrogeant: «que feriez-vous [à ma place] ?». Ils voleront à votre secours. Ce sont eux aussi qui porteront une parole qui vous est favorable auprès des hésitants ou des râleurs. Ce qui suffit parfois à retourner une situation délicate.

5. Défendre son équipe

Si vous êtes du genre prudent, vous allez devoir vous bousculer. Dans les moments durs, le manager qui fait preuve de courage regagne vite des points d'estime dans les rangs. En haut lieu, valorisez le travail collectif. Cela ne convient pas ? Répliquez : «Ok, je récupère la copie ! Je refais «.

Il y a une erreur dans le dossier ? Acceptez l'idée d'être coresponsable. « Je le prends pour moi, mon contrôle n'a pas été satisfaisant!». N'hésitez pas non plus à monter au créneau pour négocier des moyens et des délais, quelle que soit l'issue, ça se saura.

6. Capitaliser sur ses résultats

Vous chamboulez les méthodes, vous hissez votre niveau d'exigence pour atteindre les objectifs fixés par la direction... Ça ne va pas forcément plaire à tout le monde. Ne baissez pas les bras ! Les chefs qui tiennent bon et obtiennent au final de belles performances de leur service, créent un sentiment de fierté. Du coup ils engrangent respect et crédibilité.

7. Faire un coup mémorable

Ce doit être exceptionnel, mais ce peut-être salutaire. Ce directeur dans la filiale lilloise d'une société de conseil devait aller au siège à Paris pour présenter les projets finalisés par son entité. Ses quatre collaborateurs doutaient de lui. Plutôt que d'exposer lui-même le travail des quatre, il a décidé de les emmener avec lui pour que chacun puisse expliquer ses réalisations devant le Codir.

Ce fût un tour de force pour obtenir l'autorisation du PDG. Mais le jour «J», tout le monde a pris le TGV à 8h, a pris la lumière devant les dirigeants et partagé leur déjeuner avant de repartir dans le Nord. Le manager a ainsi noué des liens durables et il a gagné en popularité.

journaldesappelsdoffres@yahoo.fr / journaldesappelsdoffres@gmail.com

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

ADMINISTRATEUR GENERAL:

Ahmed Chamsoudine CHERIF
664 23 78 73 / 655 23 78 73 / 628 23 78 73

COMPTABILITE & ABONNEMENT:

Mohamed Maciré Conté
621 35 93 03 / 666 32 58 76

RESP. COMMERCIAL ET LOGISTIQUE:

Lancine Condé
620 63 12 92

MONTAGE /GRAPHISME/INFOS

Fodé Abdoulaye Camara
656 011 830 / 625 242 334

Impression: Vision 2000 Communication Plus

SA
FRI CAR

**Société
Africaine
de Courtage
d'Assurances et de
Réassurances**

S.A

COURTAGE ET AUDIT D'ASSURANCES

Email : safricar@yahoo.fr / info@safricar.com ,

Site : www.safricar.com

Venez voir **SAFRICAR** pour vous assurer que vous êtes bien assurés

Immeuble Air-Well 1er étage

Tel : 628 13 29 91 / 664 22 62 56 / 664 46 36 46

Programme des Nations Unies pour le Développement



Le PNUD recrute un cabinet pour « la programmation et l'intégration de modules complémentaires à la plateforme de gestion des investissements publics »

Profil du Cabinet :

Le Cabinet devra être soit un cabinet d'études ou un groupe de cabinets d'études disposant de compétences appropriées.

Quel que soit le cas, le Cabinet devra fournir dans sa soumission les noms et profils (CV) des consultants associés, justifier de sa capacité technique et de ses compétences à entreprendre une telle mission, notamment à produire les résultats/documents attendus dans les délais contractuels.

Le Cabinet doit avoir une très bonne connaissance du contexte national de développement et notamment la gestion des investissements publics en République de Guinée. La réalisation de missions similaires avec des organismes bilatéraux ou multilatéraux serait un atout.

Le Cabinet devra proposer une équipe de personnes comprenant obligatoirement et au minimum le personnel ci-dessous :

- Un (1) Economiste, Expert International, minimum BAC+5 en finance publique ou économie (Chef de Mission), ayant au moins dix (10) années d'expériences sur les questions de finances publiques, d'élaboration et de suivi de l'exécution des programmes et projets d'investissement publics au niveau sectoriel et/ou national et justifiant d'une bonne connaissance des systèmes d'informations sur les projets / programmes d'investissements publics. Des expériences pertinentes dans le renforcement des capacités de programmation et de suivi des investissements publics seraient un atout ;
- Un (1) Ingénieur informaticien développeur, minimum BAC+5 en informatique, spécialiste en développement de système informatique et en programmation, développement de solution web et gestion de base de données. Il doit disposer d'au moins dix (10) années d'expériences en matière de développement informatique et de programmation de système d'informations complexe, au niveau sectoriel et/ou national. Il doit avoir développé au moins trois (03) applications informatiques relatives à des systèmes d'information. Le développement de système d'information intégré de suivi & évaluation, de gestion électronique de documents ou de cartographie serait un atout ;
- Un spécialiste en Système d'information géographique (SIG), minimum BAC+5 en SIG, ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine. Avoir réalisé une mission similaire est un atout.

Les cabinets intéressés sont priés de consulter la version intégrale de la « Request For Proposal » (RFP) à travers le lien : http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=56374

ou la retirer au siège du PNUD, au service des achats.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à : offres.gn@undp.org

Chaque envoi ne doit pas dépasser 5 MB ;

La soumission en version physique sous plis fermé n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique offres.gn@undp.org ne sera pas prise en considération.

Date limite de dépôt des dossiers : jeudi 20 juin 2019 à 11h GMT, heure de Conakry.

Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.

Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.

En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org »

est obligatoire et doit impérativement apparaître dans la publication.



Réf. APPEL D'OFFRES N°-004 /FRGUI/2019 AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme « Soutien au Programme de Sécurité Sanitaire Mondiale (GHSA) dans la lutte contre les zoonoses et le renforcement de la Santé Animale en Afrique »,

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a lancé sur UNGM un avis d'appel d'offres pour l'achat des :

1. EQUIPEMENTS ET CONSOMMABLES DE LABORATOIRES (LOT 1)
2. EQUIPEMENTS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE SURVEILLANCE DE L'INFLUENZA AVIAIRE (LOT 2)

Si vous souhaitez soumettre une offre, assurez-vous au moins d'avoir un enregistrement de base de l'UNGM auprès de la FAO (www.ungm.org).

Les instructions sur la manière d'accéder aux documents d'appels d'offres de la FAO par l'intermédiaire de l'UNGM sont accessibles en cliquant sur l'onglet "DOCUMENTS" du site www.ungm.org

Veuillez suivre ces instructions lors de la soumission de votre offre.

Les offres ne seront acceptées que si elles ont été envoyées via le portail de l'UNGM.

LES OFFRES NON SOUMISES PAR LE PORTAIL DE L'UNGM SERONT INVALIDÉES.

Date de publication: 30 mai 2019

Date de clôture : 20 juin 2019

Je profite de cette occasion pour vous remercier de votre volonté d'aider l'Organisation à mener ses activités.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Conakry, le 30 mai 2019

Mohamed HAMA GARBA

Représentant de la FAO en Guinée



REPUBLIQUE DE GUINEE MINISTERE DE LA SANTE

PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE DES MALADIES EN AFRIQUE DE L'OUEST (REDISSE)

REDISSE : IDA Don 1300-GN et Crédit 5883-GN REPORT DE LA DATE LIMITE DE DEPOT ET D'OUVERTURE DES OFFRES

AON N°08/REDISSE/MS/UGP/TWX/2019

POUR LA CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE MODERNE P2+ A COYAH EN FAVEUR DE LA DIRECTION NATIONALE DES SERVICES VETERINAIRES

Le Projet Régional d'Amélioration des Système de Surveillance des Maladies en Afrique de l'Ouest (REDISSE) informe l'ensemble des soumissionnaires intéressés par l'appel d'offres National N° 08/REDISSE/MS/UGP/TWX/2019 que la date limite de dépôt des offres initialement fixée au 20 juin 2019 est reportée au mardi 2 juillet 2019. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne ou à distance à la Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP), Quartier Coronthie, près du Gouvernorat de Conakry, République de Guinée le 2 juillet 2019 à 12 heures 30 minutes.

En conséquence, toutes les autres parties du DAO non modifiées par le présent avis restent applicables.

Conakry, le 7 juin 2019

Le Coordonnateur National
REDISSE
Coordonnateur National
Dr Moustapha GROVogui



REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTRE DES MINES ET DE LA
GEOLOGIE
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT
DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION
POUR LA GESTION DES PROJETS
INTEGRES



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET SERVICES DE CONSULTANT(Individu)

République de Guinée

Ministère des Mines et de la Géologie. - Cabinet du Ministre

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION POUR LA GESTION DES PROJETS INTERGRES (PARCA-GPI)

Protocole de Don FAD n° 2100155032716
N° du Projet : P- GN- K00-009

RECRUTEMENT D'UN (E) ASSISTANT(E) DE DIRECTION DU L'UNITE DE GESTION DE PROJET

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'appui au renforcement des capacités de l'administration pour la gestion des projets intégrés (PARCA-GPI, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de services de consultant individuel relatifs à l'assistance à la Direction de l'Unité de Gestion du Projet.

Profil et Qualifications du consultant

- Être titulaire d'un diplôme professionnel ou supérieur (Bac + 3 ou 4 ans au moins) dans l'un des domaines suivants : secrétariat de direction, administration, gestion et comptabilité' bureautique;
- Expérience technique : Cinq (5) ans au minimum d'expériences professionnelles dont trois (3) ans au poste d'Assistante Administrative ;
- Maîtrise de la langue française,
- La connaissance de l'anglais serait un atout
- Connaissance et utilisation des logiciels de bureautiques indispensables au travail requis ; (Word, Excel, Acrobat, Power point)
- Être ouverte et avoir une bonne aptitude pour le travail d'équipe ;
- Ne pas avoir été défaillant dans un contrat antérieur au niveau des projets publics de développement ; à cet égard communiquer les Coordonnées de son (ou ses) ancien(s) employeur(s).
- Fournir des références d'emplois dans les projets de développements(BAD, BM)

Durée et lieu de travail

La durée du contrat est de 12 mois ; le poste est basé à Conakry. Le consultant est placé sous la responsabilité directe du Coordonnateur du projet. La date éventuelle de démarrage des services est prévue au mois d'Aout 2019.

Le PARCA-GPI invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultant intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (curriculum Vitae, diplômes, attestations de formation, attestations de service fait relatif aux missions déjà réalisées).

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Méthodes et Procédures de passations des marchés de la Banque Africaine de Développement telles que définies dans le Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque d'octobre 2015 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence et des informations supplémentaires auprès du PARCA-GPI 2 eme Etage Secrétariat Permanent corniche sud Quartier Coronthie Commune de Kaloum aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08h30 à 16H00 ou par email à l'adresse : parcacoordonnateur68@gmail.com

Les expressions d'intérêt doivent être déposées auprès du PARCA-GPI à l'adresse ci-dessus mentionnée ou envoyées à l'adresse email : parcacoordonnateur68@gmail.com au plus tard le 19 Juin 2019 à 12 heures 30 GMTet porter expressément la mention «RECRUTEMENT D'UN(E) ASSISTANT(E) DE DIRECTION ».

Le Coordonnateur

Mohamed Mouctar Camara



REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTRE DES MINES ET DE LA
GEOLOGIE
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT
DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION
POUR LA GESTION DES PROJETS
INTEGRES



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET SERVICES DE CONSULTANT(Individu)

République de Guinée

Ministère des Mines et de la Géologie. - Cabinet du Ministre

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION POUR LA GESTION DES PROJETS INTERGRES (PARCA-GPI)

Protocole de Don FAD n° 2100155032716
N° du Projet : P- GN- K00-009

RECRUTEMENT D'UN/E CONSULTANT/E EN CHARGE DE L'ELABORATION DES TDRS ET D'UN CAHIER DE CHARGES DU SYSTEME D'INFORMATION POUR LE SECRETARIAT PERMANET DU GUICHET UNIQUE

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'appui au renforcement des capacités de l'administration pour la gestion des projets intégrés (PARCA-GPI, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de services de consultant individuel, chargé de l'élaboration des tdrs et d'un cahier de charges du système d'information pour le secrétariat permanent du guichet unique

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent les missions suivantes :

- Elaboration des TDR pour la Conception et la mise en place d'un système information pour le Secrétariat Permanent.
- La revue et la validation des rapports du cabinet en charge de la mise en œuvre du système information.

Profil et qualifications du Consultant

Le consultant recruté devra justifier d'une expérience confirmée, de plus d'une dizaine d'années, en matière de développement d'applications informatiques, de réseaux informatiques et de base de données. Il doit être un ingénieur en base de donnée/ réseaux et systèmes ou domaines connexes. Il doit avoir BAC plus 5 au minimum et dix ans (10) d'expériences.

Durée et Lieu

La durée du travail est de six mois.Un mois sera consacré à l'élaboration des Termes de Références et cahier de charge et cinq mois au suivi du cabinet en charge de la mise en œuvre du système d'information du Guichet unique, une fois ce cabinet recrute. Le consultant sera basé à Conakry. La période envisagée de début des services du consultant est Juillet 2019.

Critères d'évaluation

Les consultants seront évalués sur la base des critères ci-après :

- Qualifications du consultant (diplômes, formations) : (30 points) ;
- Expérience dans la tâche décrite dans les TDR : (65 points) ;
- Connaissance de la région : (5 points)

Le PARCA-GPI invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultant intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (curriculum Vitae, diplômes, attestations de formation, attestations de service fait relatif aux missions déjà réalisées).

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Méthodes et Procédures de passations des marchés de la Banque Africaine de Développement telles que définies dans le Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque d'octobre 2015 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence et des informations supplémentaires auprès du PARCA-GPI 2 eme Etage Secrétariat Permanent corniche sud Quartier Coronthie Commune de Kaloum aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08h30 à 16H00 ou par email à l'adresse : parcacoordonnateur68@gmail.com

Les expressions d'intérêt doivent être déposées auprès du PARCA-GPI à l'adresse ci-dessus mentionnée ou envoyées à l'adresse email : parcacoordonnateur68@gmail.com au plus tard le 19 JUIN 2019 à 12 heures 30 GMTet porter expressément la mention « RECRUTEMENT D'UN/E CONSULTANT/E EN CHARGE DE L'ELABORATION DES TDRS ET D'UN CAHIER DE CHARGE DU SYSTEME D'INFORMATION POUR LE SECRETARIAT PERMANET DU GUICHET UNIQUE ».

Le Coordonnateur

Mohamed Mouctar Camara



REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTRE DES MINES ET DE LA
GEOLOGIE
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT
DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION
POUR LA GESTION DES PROJETS
INTEGRES



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET SERVICES DE CONSULTANT(Individu)

République de Guinée
Ministère des Mines et de la Géologie. - Cabinet du Ministre

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION POUR LA GESTION DES PROJETS INTERGRES (PARCA-GPI)

Protocole de Don FAD n° 2100155032716
N° du Projet : P- GN- K00-009

TERMES DE REFERENCES (TDRS) POUR LE RECRUTEMENT D'UN CHAUFFEUR – COURSIER POUR LE PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION POUR LA GESTION DES PROJETS INTEGRES (PARCA-GPI)

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'appui au renforcement des capacités de l'administration pour la gestion des projets intégrés (PARCA-GPI, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de services de consultant individuel, recrutement d'un chauffeur coursier pour le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de l'Administration pour la Gestion des Projets Intégrés (PARCA-GPI).

Profil et qualifications du Consultant

- Avoir entre trente (30) et quarante – cinq (45) ans, - Titulaire au minimum d'un Baccalauréat (enseignement général ou technique) ;
- Avoir une expérience de travail minimum de cinq (05) ans en tant que chauffeur pour des organismes internationaux, projets de développement, ONG, opérateurs touristiques, administration publique,
- Titulaire des permis de conduire B et D ;
- Maîtriser la mécanique automobile particulièrement le fonctionnement des véhicules tout – terrain (4 x 4) ;
- Avoir une connaissance de base sur les opérations postales ;
- Avoir une bonne connaissance géographique du pays ;
- Ponctuel, disponible, sens de l'initiative, rigueur au travail
- Avoir une expression orale et écrite correcte en français
- Une compréhension de l'anglais serait un atout

Durée et Lieu

La durée du travail est liée à la vie du projet. Le chauffeur coursier disposera dans un premier temps de six (06) mois de contrat d'essai. Suivant l'évaluation de sa performance et compétence, il pourra bénéficier d'un renouvellement annuel ou semestriel. Le poste est basé à Conakry et le chauffeur sera amené à effectuer des déplacements fréquents dans la zone d'intervention (Boké, Boffa, Gaoual, Telemile et Fria).

Critères d'évaluation

Les consultants seront évalués sur la base des critères ci-après :

- Niveau d'instruction BAC : 20 Points
- Expériences en tant que chauffeur/coursier : 40 Points
- Expériences en Mécanique : 15 Points
- Expérience en sante sécurité : 15 Points
- Expériences avec les projets de la BAD ou Institutions Internationales similaires : 10 Points

Le PARCA-GPI invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (curriculum Vitae, diplômes, attestations de formation, attestations de service fait relatif aux missions déjà réalisées).

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Méthodes et Procédures de passations des marchés de la Banque Africaine de Développement telles que définies dans le Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque d'octobre 2015 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence et des informations supplémentaires auprès du PARCA-GPI 2 eme Etage Secrétariat Permanent corniche sud Quartier Coronthie Commune de Kaloum aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08h30 à 16H00 ou par email à l'adresse : parcacoordonateur68@gmail.com

Les expressions d'intérêt doivent être déposées auprès du PARCA-GPI à l'adresse ci-dessus mentionnée ou envoyées à l'adresse email : parcacoordonateur68@gmail.com au plus tard le 19 Juin 2019 à 12 heures 30 GMT et porter expressément la mention «LE RECRUTEMENT D'UN CHAUFFEUR – COURSIER POUR LE PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION POUR LA GESTION DES PROJETS INTEGRES (PARCA-GPI)».

Le Coordonateur

Mohamed Moustar Camara



REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTRE DES MINES ET DE LA
GEOLOGIE
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT
DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION
POUR LA GESTION DES PROJETS
INTEGRES



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET SERVICES DE CONSULTANT(Firmes)

République de Guinée
Ministère des Mines et de la Géologie. - Cabinet du Ministre

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AD- MINISTRATION POUR LA GESTION DES PROJETS INTERGRES (PARCA-GPI)

Protocole de Don FAD n° 2100155032716
N° du Projet : P- GN- K00-009

L'AUDIT IT, ORGANISATIONNEL ET FONCTIONNEL DU SYSTEME D'INFORMATIONS DE LA DIRECTION NATIONALE DES IMPOTS (DNI)

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'appui au renforcement des capacités de l'administration pour la gestion des projets intégrés (PARCA-GPI, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de services de consultant, pour l'audit IT, organisationnel et fonctionnel du système d'informations de la Direction Nationale des Impôts(DNI).

Les principaux objectifs visés par cette mission d'audit sont :

- Evaluer l'adéquation de l'environnement informatique actuel (infrastructures, des outils et systèmes informatiques en production ou en cours de développement) en rapport avec la stratégie de la Gestion des Fiscalités et la mise en place d'un système intégré de gestion de la fiscalité guinéenne ; Il s'agit de s'assurer de l'alignement stratégique entre les systèmes actuels et en cours de développement avec la stratégie de réformes fiscales encourues et envisagées;
- Evaluer l'adéquation des contrôles généraux et des contrôles applicatifs des différents systèmes ainsi que de la fonction informatique au niveau de la Direction Nationale des Impôts ;
- Identifier les risques liés aux différents environnements informatiques (applications en production et celles qui sont en cours de développement) nécessitant une attention particulière et proposer des solutions de mitigation adaptées ;
- Evaluer le niveau de l'organisation de gestion de la sécurité des systèmes d'informations (applications et infrastructures) ;
- Produire un rapport d'évaluation sur la base de l'un des cadres acceptables (par exemple, CobiT) et prenant en compte :
 - o des propositions d'améliorations dans la stratégie des TIC ;
 - o de la proposition d'organisation et des missions correspondantes; et
 - o du plan d'action à court et moyen terme et des coûts y afférents.

Le PARCA-GPI invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque d'octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous: PARCA-GPI 2 eme Etage Secrétariat Permanent corniche sud Quartier Coronthie Commune de Kaloum aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08h30 à 16H00 ou par email à l'adresse : parcacoordonnateur68@gmail.com

Les expressions d'intérêt doivent être déposées auprès du PARCA-GPI a l'adresse ci-dessus ou envoyées à l'adresse email : parcacoordonnateur68@gmail.com au plus tard le 30 Juin 2019 à 12 heures 30 GMT et porter expressément la mention «RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT IT, ORGANISATIONNEL ET FONCTIONNEL DU SYSTEME D'INFORMATIONS DE LA DIRECTION NATIONALE DES IMPOTS (DNI)».

Le Coordonnateur

Mohamed Mouctar Camara



CREDIT RURAL DE GUINEE S.A

AVIS D'APPEL D'OFFRE PUBLIC POUR L'ACHAT DE SOIXANTE QUINZE (75) ORDINATEURS FIXES DELL OP- TIPLEX POUR LE CREDIT RURAL DE GUINEE SA

Dans le cadre du renouvellement progressif des équipements informatiques (conformément au plan d'action 2019), le Crédit Rural de Guinée SA, lance un avis d'appel d'offre pour l'achat de soixante quinze (75) ordinateurs fixes Dell optiplex selon les caractéristiques suivantes :

Marque : DELL OPTIPLEX

Processeur : Intel(R) Core (TM) i 5 au moins

Mémoire installé : 8 Go de RAM

Type du système : Windows 10 de 64 bits, processeur x 64

Disque dur : 1 To

Lecteur : DVD RW

Date limite de dépôt est fixée au Vendredi 14/06/2019

Date d'ouverture des plis est fixée au Lundi 17/06/2019 à 10 heures au siège du crédit rural de Guinée SA sis à l'immeuble Sall, les représentants des entreprises soumissionnaires sont priés de prendre part.

1- Invitation à soumissionner et participation à l'appel d'offres :

Toutes les sociétés légalement installées sur le territoire guinéen et intéressées par le présent appel d'offres sont priées de passer à la Direction du Crédit Rural de Guinée SA sis à l'immeuble SALL, quartier Kouléwondi, commune de Kaloum en face du marché Niger B.P.3790 Conakry République de Guinée pour consulter ou retirer le cahier de charge contre un montant de cents mille (100 000 FG) Francs Guinéens non remboursables.

Le délai de livraison ou d'exécution ne devrait excéder dix (10) jours à compter de la date d'adjudication.

2- Présentation et soumission des offres :

Les offres doivent être présentées sous plis fermés et séparés (les documents administratifs dans une enveloppe A4, les documents techniques dans une enveloppe A4 et les documents financiers dans une autre enveloppe) le tout dans une enveloppe A3.

NB : Tout soumissionnaire qui ne présentera pas ses offres suivants les conditions citées ci-dessus sera éliminé lors de l'ouverture des plis au dépouillement.

Fait à Conakry le 07/06/2019

Le Directeur Général

Monsieur Kourouma Amara

Culture Générale

Réponses du N°422 du lundi 03
juin 2019

1. Milo
2. Lola
3. Lola
4. Dinguiraye
5. Kankan
6. Souapiti
7. Lansana Béavogui
8. Dirou Band
9. Macenta
10. Amara Somparé

Solution n°5									
2	6	4	5	8	9	7	1		
4	8	9	1	2	5	6	3		
5	9	6	3	7	2	4	8		
9	7	1	6	3	8	2	4		
3	1	7	8	4	6	9	5		
6	4	2	9	5	1	3	7		
7	2	8	4	1	3	5	6		
1	5	3	2	6	7	8	9		
8	3	5	7	9	4	1	2		

Solution n°6									
7	9	5	2	8	6	3	4	1	
1	2	4	3	5	7	9	8	6	
8	3	6	9	1	4	5	2	7	
2	1	7	6	3	8	4	9	5	
5	6	9	1	4	2	8	7	3	
3	4	8	7	9	5	1	6	2	
9	5	2	8	6	3	7	1	4	
6	8	3	4	7	1	2	5	9	
4	7	1	5	2	9	6	3	8	



**AVIS D'APPEL A CANDIDATURE
(SERVICES DE CONSULTANT INDIVIDUEL)
REPUBLIQUE DE GUINEE**

MINISTÈRE DE L'ENERGIE / Electricité De Guinée (EDG)

Projet d'interconnexion des réseaux électriques de Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra-Leone et Guinée/
Volet Electrification Rurale – Guinée (CLSG/VER)

Référence de l'accord de financement : 2100155026074

N° d'Identification du Projet : P-Z1-F00-59

Date : 10 juin 2019

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'interconnexion des réseaux électriques de Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra-Leone et Guinée/Volet électrification rurale-Guinée (CLSG/VER), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif au recrutement d'un consultant individuel international pour l'assistance technique au Ministère de l'Energie en Guinée.

La Mission a pour objectif global de fournir une assistance conseil à l'Autorité, dans le but d'élaborer une stratégie cohérente pour le développement judicieux et viable des ressources énergétiques de la Guinée de manière à réduire la pression sur les finances publiques tout en prenant en compte les engagements sous régionaux déjà pris dans le cadre du développement des ressources énergétiques.

Son conseil permettra en outre de prendre une décision bien fondée sur les modalités les plus optimales de développement des ressources énergétiques et surtout dans le cadre de la coopération régionale et d'un partenariat public-privé, et permettre de mettre en place un cadre institutionnel approprié.

Le Ministère de l'Energie représenté par l'Electricité de Guinée (EDG) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (Lettre de motivation, Curriculum Vitae (CV) détaillé avec les attestations des références de prestations similaires et des expériences dans des missions comparables, etc.).

Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque », Edition octobre 2015 de la Banque Africaine de Développement, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

La durée des prestations est estimée à 1 an et la date de démarrage est prévue pour compter dans la première quinzaine du mois de juillet 2019. Le lieu de réalisation des prestations sera à Conakry, République de Guinée.

Les qualifications et expériences minimales requises sont indiquées ci-dessous :

Le consultant candidat doit :

- Etre titulaire au moins d'un diplôme supérieur (BAC+5) de type Master ou DEA/DESS ou équivalent en ingénierie, administration des affaires, gestion ou droit. La détention d'un certificat ou une attestation en gestion de projet sera un atout ;
- Justifier d'une expérience professionnelle générale d'au moins quinze (15) ans dont dix (10) années dans le secteur de l'énergie.
- Avoir une bonne connaissance des modalités de financement des projets d'énergie (Partenariat Public et Privé (PPP), Participation du secteur privé, etc.) ;

- Justifier de bonnes connaissances des règles et procédures généralement admises par les banques multilatérales de développement en matière de gestion de projet ;
- Justifier d'au moins deux (2) références pertinentes d'intervention (évaluation et/ou gestion) sur des projets de développement dans le secteur de l'énergie financé par un bailleur de fonds international ;
- Avoir une maîtrise parfaite de la langue française, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires notamment les Termes de Références (TDR) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 8H à 17H du lundi au jeudi et de 8H à 13H les vendredis.

Les expressions d'intérêt seront soumises uniquement en langue française et doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 24 juin 2019 à 10 H (Heure locale) et porter expressément la mention « Projet d'interconnexion des réseaux électriques de Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra-Leone et Guinée /Volet Electrification Rurale – Guinée (CLSG/VER) / Avis d'Appel à Candidature pour le recrutement d'un consultant individuel international pour l'assistance technique au Ministère de l'Energie en Guinée » et transmise à l'adresse électronique

ci-dessous :

Cellule de Coordination

À l'attention de Monsieur Bangaly KONATE, Coordonnateur

Immeuble KATEX près du siège de Cellcom-Guinée

Electricité de Guinée (EDG)

BP 1463 Conakry

République de Guinée

Tél : +224 622089610 / +224 654290129

E-mail : kbang02fr@yahoo.fr

Les CV seront évalués sur la base des critères suivants:

Critères de notation	Note sur 100
1. Qualifications générales (Diplômes et expériences générales)	30
2. Expériences dans la mise en place de partenariat publics-privés dans le secteur de l'énergie ainsi que la mise en place de stratégies de développement dans le secteur.	10
3. Expériences spécifiques relatives aux prestations à effectuer	50
4. Capacités linguistiques et informatiques et connaissance de la sous-région	10
Total	100

La note minimale requise pour être éligible est de 75 points sur 100.

La Cellule d'Exécution du Projet se réserve le droit de procéder aux vérifications nécessaires des informations communiquées par les candidats avant toute signature de contrat.

Le Coordonnateur du projet



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail-Justice-Solidarité

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
PROJET D'APPUI

AU SECTEUR AGRICOLE EN GUINÉE (PASAG)

INFORMATIONS RELATIVES A LA SÉLECTION DE CONSULTANTS

Année : 2019

1. Recrutement d'un consultant individuel chargé à « l'élaboration du rapport d'achèvement du PASAG ».

Méthode de sélection : **Sélection de Consultant Individuel**

- L'objectif de l'élaboration du Rapport d'achèvement du PASAG est de rendre compte de l'exécution du projet en vue d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats au regard de ses objectifs

N°	Noms des soumissionnaires	Score Total (100pts)	Classement	Nom du consultant retenu	Montant du marché (USD)	Durée de la prestation (jours)
1	Dr DIOUM Macky Amadou	94	1 ^{er}	Dr DIOUM Macky Amadou	19 386,5	27
2	M. Ahmadou TALL	90	2 ^{ème}			
3	M.Mory MAGASSOUBA	84	3 ^{ème}			
4	M. Alpha Ousmane DIALLO	59	4 ^{ème}			
5	Dr Cheikh Mohamed SARR	16	5 ^{ème}			



Coordinateur Opérationnel Délégué

Abdoulaye KEITA



Sélection de prestataires dans le cadre des travaux d'Aménagement des Bureaux et de Création d'un Espace de Formation au sein de la Maison des jeunes de Boffa /Programme INTEGRA-ITC-Guinée »

La jeunesse Guinéenne, plus précisément les jeunes de moins de 25 ans, représente un ratio de 77% sur une population de 13.2 millions d'habitants et donc un fort potentiel pour le développement du pays. Malheureusement force est de constater, qu'en dépit des ressources naturelles importantes du pays et du potentiel agricole élevé, le taux de chômage (60%) est très élevé. Cela a pour conséquence, un exode rural massif vers Conakry, la capitale et une forte migration irrégulière vers les pays européens.

Ainsi les ressortissants guinéens représentaient début 2017 le contingent de migrants le plus important (devant les Nigériens et les Erythréens) arrivé sur les côtes siciliennes, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM).

A ce titre, le Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA) vise à contribuer à la prévention et à la limitation de la migration irrégulière en soutenant le développement économique de la Guinée pour favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes guinéens et la réintégration des migrants de retour.

Ainsi pour permettre la mise en œuvre des activités du « Programme INTEGRA – ICT », Le Programme des Nations Unies en Guinée (PNUD) lance un appel d'offres (ITB/001/ITC/UNDP/2019/CKY) pour les travaux d'aménagement des bureaux et de création d'un espace de formation au sein de la maison des jeunes de Boffa.

Le but de cet appel d'offres consiste à la sélection et contractualisation avec le prestataire qui se charge de la fourniture, la pose et la réalisation des divers travaux prévus jusqu'à leur réception finale, conformément au document de spécifications techniques (voir DAO dans le lien).

Modalités de soumission : Les prestataires intéressés devront présenter un dossier de candidature comprenant : une soumission technique et une offre financière à transmettre par email à l'adresse : offres.gn@undp.org au plus tard le Vendredi 21 Juin 2019 à 16 H00 UTC, temps universel.

Ayant comme objet « ITB/001/ITC/UNDP/2019/CKY /Sélection de prestataires dans le cadre des travaux d'Aménagement des Bureaux et de Création d'un Espace de Formation au sein de la Maison des jeunes de Boffa /Programme INTEGRA-ITC-Guinée »

(La soumission en version physique sous plis fermé n'est pas acceptée)

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-haut. Toutes les offres reçues après la date et heure indiquées ou envoyées à toute autre adresse, seront rejetées.

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions à l'adresse suivante : info.offres.gn@undp.org. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report de la date de soumission de votre proposition. La visite des lieux est obligatoire. Elle est prévue aux dates indiquées dans la fiche technique (page n°16 du DAO) dans le dossier d'appel d'offres ITB figurant dans le lien ci-dessous.

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale du DAO à travers le lien : http://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=56431 ou la retirer au siège du PNUD à Coleah (Unité Procurement).

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par le PNUD.

Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.

Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.

En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org



REPUBLICQUE DE GUINEE

Travail-justice- solidarité



Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
 Agence Nationale de Financement des Collectivités-ANAFIC
 Projet d'Appui à l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (PANAFIC)

Source de financement : CGN 1263 01 R – C2D AFD

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR L'ACQUISITION DE DEUX CENT DIX SEPT (217) MOTOS TOUT POUR LES AGENTS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (ADL)

AOI N°002/PANAFIC/E/AFD/2019

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un financement N° CGN 1263 01 R de l'Agence Française de Développement (AFD) pour couvrir le coût des activités du Projet d'Appui à l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (PANAFIC) et à l'intention d'utiliser une partie de ce montant pour effectuer les paiements au titre du Marché de : l'Acquisition de Matériels roulants haut cités suivant l'AOI°002/PANAFIC/E/AFD/2019.
2. La Direction Générale de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC), agissant pour le compte du Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir en lot unique: Lot Unique :

Deux Cent Dix Sept (217) Motos Tout Terrain pour les ADL.

3. Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Les délais de livraison sont, au plus tard, de Soixante (60) jours à compter de la date d'approbation du contrat.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres International (AOI) tel que défini dans les « Directives de Passation des marchés financés par l'Agence Française de Développement (AFD) », et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que défini dans les Directives.
5. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction Générale de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC), Entrée Mariador Palace - Commune de Ratoma, Conakry République de Guinée Tél. : 628 67 79 88 / 622 49 45 01 Email : pacv3cnc@gmail.com copie à nabelamoussa82@gmail.com et prendre connaissance du Dossier d'Appel d'Offres, entre 9 heures et 15 GMT du lundi au jeudi et de 9 heures à 13 heures le vendredi.

6. Après avoir déterminé l'offre évaluée la moins-disante suivant les dispositions de l'article 35.1 des IS, l'Acheteur vérifiera à posteriori que le Soumissionnaire est qualifié conformément aux dispositions de l'Article 36 des IS, en faisant exclusivement état des conditions mentionnées dans ladite clause. . Aucun facteur qui n'est pas défini ci-dessous ne pourra être utilisé pour juger de la qualification du Soumissionnaire.

a) Si le Soumissionnaire est le fabricant :

i) Capacité financière

Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après :

- Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen certifié des trois (3) dernières années (2016, 2017 et 2018) au moins égal à 10 000 000 000 GNF ou équivalent en monnaie étrangère librement convertible (Dollars us ; Euro ; Francs FCFA etc...).

ii) Capacité technique et expérience

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique ci-après :

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci-après :

- Avoir réalisé en tant qu'entreprise principale, filiale ou agence agréée au moins trois (3) marchés similaires en nature durant les cinq (5) dernières années. A cet effet, joindre à son offre la liste des marchés exécutés et copie de toute preuve (attestation de bonne exécution ou PV de réception)

montrant qu'il a exécuté lesdits marchés.

- Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite que les Fournitures qu'il propose remplissent la (les) condition(s) d'utilisation suivante : la condition d'utilisation est spécifiée à la Section VI « Spécifications Techniques ».
- Le fournisseur doit fournir la preuve écrite de l'existence en Guinée d'un service après-vente (SAV) assuré par un atelier d'entretien ou de réparation équipé et compétent.
- Pour le candidat installé dans le pays de l'Acheteur, les attestations certifiant qu'il est en règle avec la réglementation fiscale nationale (quitus fiscal et social à jour, le RCCM) ;

b) le Soumissionnaire n'est pas le fabricant, mais propose des Fournitures au nom d'un Fabricant dans le cadre d'une Autorisation du Fabricant donnée selon le formulaire de la Section IV (Formulaires de Soumission), le Fabricant doit posséder et faire la preuve qu'il possède les qualifications (i) et (ii). En outre, il doit joindre l'autorisation du fabricant.

7. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en FRANCAIS en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous contre un paiement non remboursable de Un Million (1.000.000 GNF) Francs Guinéens ou équivalent en monnaie librement convertible. Le paiement devra être effectué par règlement en espèces ou remise de chèque de caisse. Le document d'Appel d'Offres sera retiré par le soumissionnaire lui-même ou son représentant au siège de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités.

8. Conformément à l'article 8 du Décret N° 167/PRG/SGG du 22 juillet 2014, le dossier complet du DAO peut être retiré contre le versement de la somme forfaitaire et non remboursable ci-dessus indiquée et répartie comme suit : 30% de ce montant sera versé au compte de l'ARMP ouvert à la BCRG et 70% au compte du receveur central du Trésor.

- La validité de l'offre est de Cent Vingt (120) jours.

9. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP) 3ème étage – salle de conférence des marchés publics en face du gouvernorat de Conakry, République de Guinée au plus tard le 18 Avril 2019 à 10H 00mn et devront être accompagnées d'une garantie de soumission. Le montant de la garantie de l'offre est de 95 500 000 GNF ou équivalent en monnaie étrangère librement convertible (Dollars us ; Euro ; Francs FCFA etc...).

10. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents en personne ou à distance à l'adresse mentionnée ci-dessus : le jeudi 25 Juillet 2019 à 10H 30mn.

Conakry le 07 Juin, 2019

Le Directeur Général

 Mr Alhassane Aminata TOURE



AVIS DE RECRUTEMENT DE DEUX CONSULTANTS



1. Contexte et justification

La République de Guinée s'est dotée d'un Plan National de Développement Economique et Sociale (PNDS) dans lequel est inscrite comme priorité l'amélioration de la participation des citoyens à la gouvernance à tous les niveaux, notamment dans le domaine de la santé. Malgré les dispositifs d'amélioration de l'état de santé des populations, quelques défis restent à relever, notamment la méconnaissance par les citoyens des différentes réformes engagées par l'état, la non appropriation des services de santé par les élus et leurs communautés.

Pour accompagner le gouvernement guinéen dans la mise en œuvre de ces réformes, plusieurs partenaires appuient des Ministères sectoriels sur des actions en lien avec le PNDS.

FHI 360 est une organisation de développement humain à but non lucratif créée en 1971 et basée en Caroline du Nord. L'organisation intervient dans plus de 70 pays et dans tous les Etats et territoires américains. Elle gère depuis longtemps des projets liés à la planification familiale, et à la santé en matière de reproduction. En Guinée FHI 360 met en œuvre, en collaboration avec Search For Common Ground et Social Impact, le projet de Participation citoyenne à la Gouvernance de la Santé (CIHG) financé par l'USAID qui vise à améliorer la compréhension des citoyens des réformes du système de santé guinéens ainsi que leur participation. Ce projet a trois axes majeurs d'intervention, à savoir : (i) Soutenir les responsables gouvernementaux, (ii) Collaborer avec les médias et les troupes théâtrales et (iii) Engager les organisations de la société civile et les réseaux.

Ce projet CIHG qui couvre les 7 régions administratives et la zone spéciale de Conakry, est mis en œuvre en partenariat avec les acteurs de la société civile, des médias et du gouvernement, et à travers une assistance technique et financier de FHI 360 pour une durée de trois ans.

AGUIFPEG est une organisation de promotion de bonne gouvernance qui œuvre depuis plus de 10 ans pour l'implication des femmes dans la gouvernance politique afin de leur permettre d'être élues et occuper des postes de responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Les perspectives d'AGUIFPEG sont d'élargir dorénavant ses interventions dans différents secteurs de développement dont la santé, l'environnement et l'éducation en mettant un accent particulier sur la participation des femmes à la gouvernance décentralisée du secteur de la santé.

Dans le cadre du partenariat avec les organisations de la société civile pour la mise en œuvre du projet CIHG, AGUIFPEG a bénéficié de FHI 360 une assistance technique et financière pour la mise en œuvre du projet de Mobilisation et Participation Citoyenne des femmes à la Gouvernance décentralisée de la Santé en Guinée.

Par le présent avis, AGUIFPEG lance un appel à candidature pour les services de deux consultants formateurs spécialistes en santé publique et en diagnostic participatif communautaire pour l'élaboration des outils de mise en œuvre de ce projet et le renforcement des capacités des formatrices et les animatrices du projet.

2. Résumé du projet

Le projet de "Mobilisation et participation citoyenne des femmes à la gouvernance décentralisée de la santé en Guinée" a pour objectif global de promouvoir et de renforcer la participation active des femmes dans la gouvernance de la santé au niveau communautaire ce qui favorisera l'accès à des soins de santé de qualité à la base. Il a trois objectifs spécifiques :

- i. Renforcer les capacités des femmes dans le domaine de la gouvernance de la santé, le contrôle citoyen et le plaidoyer,
- ii. Mobiliser les femmes pour participer à l'identification des défis qui les concerne dans le domaine de la santé et mener des plaidoyers pour la prise en compte de leurs préoccupations dans les offres de services de

santé publique,

- iii. Renforcer la participation des citoyens à la gouvernance de la santé y compris les processus de redevabilité.

Pour atteindre ces objectifs, AGUIFPEG doit identifier et former 328 femmes leaders dans 78 communes du pays (33 communes urbaines des Préfectures, les 5 communes de Conakry et les 40 communes rurales érigées en communes de convergence) sur les réformes en santé, les techniques de diagnostics participatifs communautaires (DPC), de plaidoyer et de contrôle citoyen de l'action publique.

Parmi ces femmes leaders, 76 vont faire office de Formatrices pour assurer la formation des 252 autres qui seront des animatrices dans les 78 communes urbaines et rurales citées ci-dessus.

Après leur formation, les animatrices et formatrices organiseront des rencontres de restitution à l'intention des membres de leurs structures d'origine. Sur la base d'un protocole d'entente qui définira les modalités d'organisation et de collaboration, dans chaque préfecture et commune de Conakry, AGUIFPEG et OSC partenaires dont sont issues les formatrices et les animatrices constitueront une Coalition de Femmes pour la Santé (CFS), soit au total 38 coalitions à niveau préfectoraux/communaux.

Dans le but d'améliorer la compréhension des femmes des réformes du système de santé et leur permettre d'identifier leurs besoins prioritaires en matière de santé, les 252 animatrices organiseront 78 Diagnostics Participatifs Communautaires (DPCs) dans les 33 communes urbaines des préfectures, les 5 communes de Conakry et les 40 communes rurales érigées en communes de convergence par le MATD. Ces diagnostics participatifs communautaires se dérouleront en deux étapes : i) organisation et animation de 212 focus groupes (soit 132 dans les communes urbaines des 33 préfectures, 40 dans les communes de convergences et 40 dans les 5 Communes de Conakry). Chaque focus-groupe regroupera 10 à 12 femmes leaders. ii) Tenue d'un Forum communautaire dans chacune des 78 communes ciblées ; ce sera une grande rencontre de mobilisation des femmes au niveau communautaire qui regroupera au moins 50 participants, en collaboration et avec l'appui des autorités locales (décentralisées et déconcentrées) pour présenter et amender les données et les propositions d'actions issues des focus groups.

Après les DPC dans les 78 communes, des foras seront organisés dans les 33 préfectures et les 5 communes de Conakry pour présenter les résultats issus des DPC. Ils réuniront les représentantes des femmes des différentes communautés touchées par le DPC, les CFS ainsi que les autorités et les partenaires techniques et financiers des localités. Ces foras marqueront le lancement du plaidoyer pour la prise en compte des préoccupations des femmes dans le domaine de la santé ; chaque fora sera clôturé par une table ronde diffusée sur une radio locale pour une large diffusion des conclusions des DPC aux citoyens à la base.

A la suite des fora communaux, les 38 CFS organiseront des sessions de plaidoyers à tous les niveaux (ex. comité de santé et d'hygiène, conseillers communaux, direction préfectorale de la santé, etc). Les recommandations issues du DPC feront l'objet de dissémination au niveau local. Les élus locaux, les administrateurs de santé, et les leaders d'opinion (y compris les OSC pas encore impliquées) seront touchés par ces plaidoyers.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la participation des citoyens à la gouvernance locale de la santé et au processus de redevabilité, le projet mettra en œuvre le processus du Baromètre de la Bonne Gouvernance (BBG) dans la commune rurale de Sannou, l'une des communes identifiées par le gouvernement dans son Programme National

d'Appui aux Communes de Convergence. Sannou fait partie des collectivités les plus pauvres du pays où l'accès aux soins de santé est difficile, notamment pour les femmes. Ce processus de BBG permettra de mesurer la qualité de la gouvernance de la santé de la commune ciblée en deux phases, au début et à la fin du projet.

En fin, Les CFS des 33 Préfectures et les 5 communes de Conakry travailleront au développement de la redevabilité dans le secteur de la santé. Ces CFS vont collecter des données et informations relatives aux actions prévues par les services publics pour relever les défis auxquels les femmes sont confrontées (y compris en matière de santé de la Mère, de l'enfant, de l'adolescent et des personnes âgées). Ensuite, elles procéderont périodiquement au contrôle de niveau de réalisation des actions prévues. Deux visites de contrôle citoyen seront réalisées par chaque équipe en direction de chacune des cibles (comité de santé et d'hygiène/ COSAHs, conseils communaux, DPS, DRS, Comités préfectoraux de Développement, etc.).

3. Objet de la mission des consultants

L'objet de la mission des consultants c'est l'appui de l'équipe technique d'AGUIFPEG dans la définition des critères d'identification et le renforcement des capacités de 328 femmes leaders dont 76 formatrices et 252 animatrices. La mission des consultants est très déterminante, car la réussite de la mise en œuvre du projet dépend de la qualité des personnes ressources locales qu'elle permettra d'identifier et des compétences qu'elle renforcera.

4. Objectifs spécifiques de la mission

- Appuyer l'équipe technique d'AGUIFPEG dans la définition des critères d'identification des 328 femmes leaders des organisations de la société civile locale ;
- Assurer le renforcement des capacités des femmes leaders locales identifiées dans le domaine de la gouvernance la santé, le plaidoyer et le contrôle citoyen de l'action publique ;
- Appuyer l'équipe technique d'AGUIFPEG dans le contrôle et la validation des propositions d'action d'amélioration de l'accès aux soins de santé des femmes.

5. Consistances de la mission

Sous la responsabilité du coordinateur du Projet et en étroite collaboration avec l'équipe technique de FHI 360, les consultants spécialistes en santé publique et diagnostic participatif communautaire auront à réaliser les tâches suivantes :

a) Elaboration des outils de mise en œuvre du projet :

Il s'agira pour les deux consultants de :

- Définir les critères d'identification et produire des fiches type pour identifier les femmes leaders formatrices et animatrices ;
- Produire deux modules de formation, l'un pour le renforcement des capacités des 76 formatrices et l'autre pour la formation des 252 animatrices ;
- Elaborer un guide de réalisation de diagnostic participatif communautaire.

b) Renforcement des capacités des femmes leaders :

Après l'élaboration des modules de formation, les consultants vont procéder au renforcement des capacités des femmes leaders à travers des sessions de formation des 76 Formatrices. Pour ce faire, ils vont animer trois ateliers de formation dans trois sites de regroupement des participantes, à savoir :

(i) l'Atelier de Conakry : regroupera les participantes provenant des 5 communes de Conakry, des Préfectures de Coyah, Forécariah, Dubréka, Boffa, Fria, Boké, Gaoual et 5 coordinatrices AGUIFPEG des 5 communes de Conakry.

(ii) l'Atelier de Mamou : regroupera les participantes provenant des Préfectures de Kindia, de Mamou, de Dalaba, Pita, de Koubia, de Koundara, de Labé, de Lélouma, de Mali, de Téliélé, Faranah, et de Tougué et 4 coordinatrices AGUIFPEG des régions de Mamou, Kindia, Labé et Faranah.

(iii) l'Atelier de Kankan : regroupant les participantes provenant des Pré-

fectures de Kankan, de Kérouané, de Kouroussa, de Mandiana, de Siguiri, de Dabola, de Dinguiraye, de N'Zérékoré, Beyla, de Guéckédou, de Kissidougou, Lola, Macenta et de Yomou et 2 coordinatrices AGUIFPEG des régions de Kankan et N'Zérékoré.

c) Contrôle et validation des propositions d'actions issues des DPC : Pendant la phase de réalisation des diagnostics participatifs communautaires, les données issues des focus groupes seront portées à la connaissance des consultants pour contrôler, valider ou reformuler les propositions d'action pour l'amélioration de l'accès aux soins de santé à la base.

6. Résultats attendus de la mission des consultants

- Critères d'identification des femmes leaders définis ;
- Deux (2) modules de formation sur la gouvernance de la santé, le plaidoyer et le contrôle citoyen de l'action publique ;
- Un guide de réalisation des diagnostics participatifs communautaires ;
- L'amélioration des connaissances de 76 formatrices sur les réformes du système de santé en Guinée, les techniques de plaidoyer et de contrôle citoyen des actions publiques.

7. Niveau d'étude et Compétences requis des consultants

- Niveau d'étude :

Deux (2) Consultants sont sollicités : l'un spécialiste en santé publique et l'autre spécialiste diagnostic participatif communautaire.

- Le spécialiste en santé publique doit avoir le niveau d'étude universitaire au moins BAC+3 en médecine ou en science de la santé.

- Le spécialiste en diagnostic participatif communautaire doit avoir le niveau d'étude universitaire au moins BAC+3 en sociologie ou en science sociale.

- Compétences requises :

Le consultant ou la consultante devra justifier des expériences :

- en Développement communautaire
- dans le domaine de la formation des formatrices ;
- expérience en matière de conception des modules de formation ;
- expérience en matière d'animation d'atelier de production et de formation ;
- expérience en matière de formation et de sensibilisation sur la participation citoyenne des femmes au développement communautaire ;
- une bonne connaissance de l'environnement socioculturelle de la Guinée ;
- la maîtrise de la langue française.

8. Dossiers à fournir

Pour justifier ces compétences, les personnes ressources consultées doivent fournir des dossiers comprenant :

- Une lettre de motivation ;
- La copie des diplômes d'étude ;
- Un curriculum vitae (CV),
- La copie de la pièce d'identité
- Et au moins 2 adresses de référence

Ces dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au plus tard le vendredi 14 juin 2019 à 12h 00 au siège d'AGUIFPEG sis Kobayah, au carrefour T6 sur la route le Prince à l'immeuble Coleyah Village ; ou aux adresses suivantes : abdou2camara@gmail.com ; aguifpeg@yahoo.fr, Conakry, 8 juin 2019

Mariama Ciré KEITA

Coordinatrice Nationale d'AGUIFPEG



Mamou: une fille de quatre ans violée à Koumi



Dans la journée du jeudi 6 juin, une fille de 4 ans a été violée à Koumi, une localité située à une dizaine de kilomètres de la ville de Mamou. Malheureusement, le mortard qui est le présumé auteur de cet acte reste introuvable.

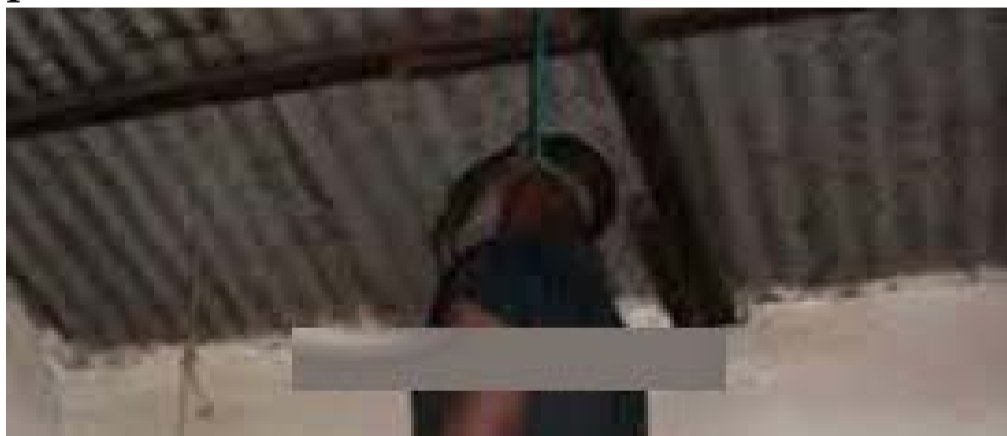
Interrogée, la grand-mère de la victime revient sur le contexte de ce viol : « la fille nous a laissés à la maison pour aller puiser de l'eau. Après quelques temps, un enfant en provenance de Fitakouna est venu avec les effets de la fille pour nous informer qu'elle a été violée et se trouve dans les mains du chef secteur. Arrivés à Fitakouna, on nous a informés que c'est un cultiva-

teur qui depuis son champ, a entendu les pleurs de la fille sur une colline. Avant qu'il n'arrive sur les lieux, il a entendu le bruit d'une moto qui a quitté les lieux en trombe. Sur place, il confie avoir trouvé la fille dans un état insupportable. »

La fille a été admise à l'hôpital de Mamou où elle est depuis sous soins intensifs. Son bourreau qui court toujours dans la nature, aurait transporté la fille du quartier Sabou dans la commune urbaine vers la brousse où il abusé d'elle avant de l'abandonner et prendre la poudre d'escampette.

ParBadicko Diallo

Kindia : il bat sa mère et se suicide par pendaison



Charles Raymond Tolno, professeur de philosophie dans plusieurs écoles privées de Kindia, a été retrouvé mort mercredi 5 juin dans une maison inachevée. Son corps était en état de décomposition.

Selon les informations recueillies sur les lieux, c'est un voisin qui a senti l'odeur nauséabonde qui provenait de cette maison inachevée. Là-dedans, le voisin a trouvé la tête de Charles Raymond Tolono détachée du reste de son corps. Il a alors alerté les habitants du secteur de Nanaya, district de Khaliakhory (commune rurale de Damankania) où le défunt s'est suicidé. Adrien Tolno, l'aîné du défunt, estime

que c'est la déception qui a poussé son jeune frère à se suicider. « Il n'arrivait pas à se faire pardonner après avoir battu sa propre maman. La semaine dernière, il a bu de l'alcool et est venu se jeter sur sa maman pour la battre copieusement. Le lendemain, il est venu demander pardon à sa maman. Mais, dans le quartier, les gens ne cessaient pas de le pointer du doigt en le qualifiant de maudit », a expliqué Adrien Tolno. « Un soir, quand je suis revenu du travail, je l'ai trouvé assis timidement devant la maison. Je ne l'ai pas salué. Depuis ce soir, on ne l'a plus revu. C'est ce matin que la maman m'a appelé pour me dire que Charles est mort », a-t-il poursuivi.

Diplomatie : l'indépendance de l'Italie célébrée à Conakry



2 juin 1946-2 juin 2019, la République d'Italie a exactement 73 ans d'indépendance. Cette commémoration festive a été célébrée, pour la première fois à Conakry, ce vendredi 7 juin, un an après l'ouverture de la représentation diplomatique en Guinée.

En effet, la cérémonie a regroupé les différents ambassadeurs accrédités, à Conakry. La délégation gouvernementale était conduite par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile Alpha Ibrahima Keira. On notait la présence du chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo.

Dans son allocution, l'ambassadeur de la République d'Italie auprès du gouvernement guinéen, Spadavecchia Olivio a rappelé qu'au cours de ces dernières décennies, la mondialisation a accru l'interdépendance de certains pays et de différents continents. « Mais souvent, a-t-il expliqué, cela a favorisé de modernes formes d'esclavage (...) »

D'après lui, le dialogue entre les nations se déroule actuellement sur des questions pratiques. « Mais cela ne signifie pas pour autant qu'elles doivent être considérées comme invasives ou qu'elles ne puissent en aucune manière remettre en question la souveraineté de chacune. Plutôt, on espère que le dialogue puisse dérouler d'une manière plus large et plus particulière », a déclaré le diplomate italien.

Dans la même logique, il a affirmé que le processus d'intégration ne se produit pas seulement entre les pays d'Afrique ou dans le contexte de l'Union Africaine. « L'intégration est également intercontinentale et cela est observable entre les deux rives de la Méditerranée », a-t-il précisé.

Plus loin, M. Olivio a laissé entendre qu'au cours de ces dernières années, l'Italie a beaucoup aidé les citoyens et les gouvernements des pays africains y compris la République de Guinée. « Nous avons sauvé une centaine de milliers de vies humaines sur notre territoire en aidant les

migrants illégaux qui avaient besoin de protection. Aujourd'hui, nous sommes encore prêts à offrir de nouvelles opportunités à travers les investissements, le travail et la formation professionnelle avec bien sûr nos entreprises opérant dans les services publics », a-t-il fait comprendre.

Prenant la parole, Alpha Ibrahima Keira, ministre de la Sécurité et de la Protection Civile a déclaré que la Guinée suit avec beaucoup d'intérêts les multiples réformes engagées par le gouvernement italien. « Ces efforts ont permis la République italienne de réaliser des performances économiques et d'être parmi les grandes puissances en ayant sa place dans l'Union Européenne », a-t-il fait savoir.

D'après Keira, la Guinée se réjouit de l'ouverture de la mission diplomatique italienne dans le pays ce qui explique, a-t-il dit, l'expression de l'engagement et la volonté des autorités italiennes et guinéennes à maintenir et renforcer mais aussi, à intensifier davantage leurs liens d'amitié et de coopération existants.

« Le monde a apprécié positivement le courage politique et humanitaire de l'Italie face à l'un des fléaux migratoires le plus important de ce siècle en Europe provoqué par l'instabilité d'un certain pays de proche Orient et à cause des guerres idéologiques déclenchées ces dernières années (...) », a-t-il laissé entendre.

La remise des diplômes aux jeunes étudiants de la langue italienne en Guinée a mis fin à la cérémonie.

L'ambassade d'Italie a été ouverte en Guinée il y a un an. Depuis l'augmentation du flux migratoire en Italie, les relations entre les deux pays se sont raffermies dans le cadre de la coopération bi et multilatérale.

Par Sekou Sanoh

Mme Diaby Mariama Sylla face à la presse: « Plus de 500 milliards ont été accordés à l'autonomisation de la femme »



Comme à l'accoutumer, ce lundi, 27 mai 2019, c'était le tour de la ministre de la Promotion Féminine et de l'Action Sociale ; Mme Diaby Mariama Sylla d'être en face des journalistes, pour présenter le bilan des activités menées par les cadres de ce département stratégique.

En cette 16ème conférence de presse, Mme Mariama Sylla a commencé par dire que, le département qu'elle dirige est ignoré par la population, à travers le faible budget accordé par ce département, qui a des innombrables défis à relever.

Selon Mariama Sylla, le budget que l'Etat accorde à son département, est inférieur

à 1%. « Notre budget est en deçà de 1% du budget national. Je souhaite que l'Etat augmente ce budget pour faire face aux problèmes qui se posent à mon département », a-t-elle indiqué. Avant de préciser que, son département n'est représenté à l'intérieur du pays. Selon la ministre, on politise toujours le poste de directeur de l'action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance. « Cela doit cesser. Je pense que nous avons besoin de la compétence. Parce que, maintenant ce n'est plus l'assistanat mais c'est l'autonomisation », rappelle Mariama Sylla.

D'après la loi de finances initiale 2019, le crédit alloué au ministère de l'action sociale, de la promotion féminine et de l'en-

fance, se chiffre à plus de 145 milliards contre plus de 85 milliards de francs guinéens, soit une augmentation de près de 60 milliards de nos francs.

Face à la presse, la ministre de l'action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance, a vanté les acquis de la troisième République dans le domaine de l'autonomisation des personnes vulnérables, de la lutte contre les inégalités sexistes et les violences basées sur le genre.

Selon Mariama Sylla, si sous la 1ère République, la Guinée avait une orientation socialiste, caractérisée par un système d'assistanat avec la même politique sous la deuxième République, sous Alpha Condé, la politique nationale sociale est caractérisée par l'autonomisation.

Ainsi, dit-elle, de 2011 à 2018, plus de 500 milliards ont été accordés aux femmes sous forme de crédit revolving à travers les institutions de micro finances, en particulier les MUFFA.

Sous la gouvernance Condé, toujours informe Mme Diaby, la Guinée a été réadmise à exporter ses produits aux USA dans le cadre de l'AGO. « (26) centres d'autonomisation modernes ont été construits et près de 110 femmes et filles

ont bénéficié de réinsertion économique », a-t-elle indiqué à la presse.

A propos des violences basées sur le genre, Mariama Sylla a déclaré que plus de 4000 survivantes, ont été intégrées dans 43 centres.

Concernant la loi sur la polygamie, la ministre Mariama Sylla promet de vulgariser cette loi, qui fait assez de bruit dans le pays. Selon Mariama Sylla, cette loi a d'autres avantages. « Il faut s'en féliciter ce projet de code civil. On a mis l'accent seulement sur la monogamie, le régime matriarcal mais, en tant que ministre en charge des femmes, il y a d'autres avantages dans ce document. Le droit des femmes sont renforcés aujourd'hui dans le ménage. Lorsque vous divorcez d'une femme, qui n'a pas du travail, vous devez survenir à ses besoins ainsi qu'à ceux des enfants. On ne les abandonne plus. Donc, lorsque vous voulez divorcer, vous devez assurer la subsistance de cette famille que vous abandonnez. D'autres choses, c'est que la guinéenne aujourd'hui, nous pouvons donner notre nationalité à nos maris qui ne sont pas guinéens », explique Mariama Sylla, ministre de l'Action Sociale.

Avec Bangoura Younosa, pour guineesite.com

Interpellation du président de la CAF par la police française : l'inacceptable injure à l'Afrique



L'interpellation à Paris du Président de la Confédération Africaine de Football, Ahmad Ahmad, par la police française et le long interrogatoire auquel il a été soumis toute la journée (8 heures - 19 heures) dans les locaux de l'office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI) à Nanterre portant sur une affaire à 100% du Football africain est particulièrement humiliant pour tout le continent, attaqué et touché dans son intimité.

Partout, sur le continent, la révolte et l'indignation s'expriment pour dénoncer cette méthode, cette forme

de mépris au-delà de l'inacceptable. Opérer une descente musclée dans un grand réceptif hôtelier parisien, abritant les personnalités des 211 associations affiliées à la FIFA qui tenait son 69ème Congrès, et s'en prendre au président de la CAF, comme un malfrat, un vulgaire type, est une attaque, une injure qui ne s'adresse pas uniquement à Ahmad Ahmad mais à toute l'Afrique.

C'est sans doute vrai qu'il faut des personnages sulfureux africains comme l'ancien secrétaire général Amr Fahmy pour offrir l'occasion à d'autres de bafouer et de piétiner l'Afrique. Sans doute aussi que la

responsabilité du Président Ahmad est engagée par la faiblesse qu'il a manifestée dans la nomination de cet Amr, sans envergure et sans charisme, comme si le stratégique poste de secrétariat général était un empire réservé non pas à l'Égypte, mais à la "dynastie Fahmy". Après le grand-père et le père, était-il légitime de nommer aussi le petit-fils ? Assurément, non.

Nul doute que depuis son élection en mars 2017, Ahmad et son comité exécutif ont commis beaucoup de maladresses et même de fautes comme cette déclaration : "Même à 4, le Cameroun ne peut organiser la CAN", le passage brutal de 16 à 24 pays pour les phases finales de la CAN, le déplacement de ces phases finales de janvier à juin-juillet très pluvieux en Afrique de l'ouest, de l'est et centrale, la gestion de la réattribution des phases finales de 2019, 2021 et 2023 avec le fameux système de 'glissement' alors qu'il aurait été plus simple de se conformer aux textes en retirant l'organisation à pays défaillant non prêt sans pour autant déranger les calendriers déjà attribués à d'autres pays.

Bref, même si de nombreux changements notables et significatifs ont été

enregistrés ces 2 dernières années, on est encore loin de la perfection hors de la portée humaine. Mais, est-ce respectueux, pour soi-même, de livrer ainsi à la risée du monde une personnalité africaine dont le seul tort aura été de faire appliquer une décision concernant uniquement le football africain et souverainement prise par tout le comité exécutif de la CAF y compris le plaignant ancien secrétaire général démis pour inconduite ?

Est-il possible que la justice ou les policiers d'un Etat africain se ruent à l'hôtel du Président de l'UEFA pour un contentieux concernant le Football européen ? Tout comme l'UEFA, la CAF n'est-elle pas libre de choisir ses partenaires, de faire ses achats et commandes selon son bon vouloir et ses intérêts ?

Même si Ahmad, comme n'importe quel dirigeant, n'est pas au-dessus de la loi et des principes, n'avait-il pas le droit de recevoir une convocation et de s'y rendre dignement que d'être maltraité ainsi ? Mieux, comme l'affaire concerne la CAF elle-même et non un contentieux entre Ahmad et un particulier, n'eût-il pas mieux de saisir les juridictions africaines ou se limiter au niveau de la Commission

d'éthique de la FIFA ?

Même si l'équipementier allemand Puma qui a perdu un marché attribué au Français Tactical Steel se livrent une guerre d'intérêts Europe-européens, d'autre part, il ne serait pas honnête de faire un rapprochement entre cette interpellation dégradante pour tout un continent et la descente des policiers US au siège de la FIFA en 2016 contre des dirigeants reconnus coupables de corruption par des traces claires, des mouvements de fonds à travers des comptes bancaires domiciliés dans les établissements bancaires américains.

Il ne s'agit pas non plus d'accorder un blanc-seing au Président Ahmad qui, il faut encore le préciser, n'est pas un monarque. Si les faits allégués sont vérifiés, la force de la loi lui sera appliquée. Pour autant, le continent mérite respect et considération à travers ses dirigeants. Une déclaration de protestation devrait être à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la CAF.

Par Abdoulaye CONDE

Diécké: les gardes forestiers accusés d'extorsion de fonds sur les habitants de Kilikpala



Les gardes forestiers déployés pour sauvegarder la forêt classée de Diécké, dans la préfecture de Yomou, sont accusés d'extorsion de fonds par les habitants du village de Kilikpala, situé à environ 6 kilomètres du chef-lieu de la commune rurale de Diécké. Ils imposeraient des tâches aux villageois pour chaque chargement de sable extrait dans le marigot qui arrose ladite forêt classée.

Selon des témoins interrogés par Guineenews, les gardes forestiers demanderaient le paiement préalable d'un montant estimé entre 30 et 40 mille francs guinéens pour pouvoir être permis d'extraire du sable dans la rivière qui n'est pourtant pas dans la forêt.

«On nous a interdit de cultiver dans la forêt classée. Ce qui fait que nous sommes obligés de cultiver chaque année la même terre. Vu les rendements médiocres de notre terre, mon mari et moi avons décidé de nous tourner vers l'extraction du sable dans la rivière Makor. Mais, pour chaque chargement que nous vendons à 300 000 francs guinéens, les gardes forestiers nous imposent le paiement d'une taxe qui varie de 30 000 à 40 000 francs guinéens », nous a expliqué Nowai Délamou, mère de

famille. Pour sa part, Foromo Gbanamou, cultivateur, nous a indiqué que pour toute liane coupée dans la forêt ou dans ses abords, il faut faire un paiement aux agents du Centre forestier de N'Zérékoré.

Face aux accusations des villageois, le chef de la section des Eaux et Forêts de Yomou, Henry Koliko Lamah, a rejeté toute responsabilité. « Retirer de l'argent aux gens n'est pas une décision qui vient de moi. Le rôle des agents du Centre forestier est la gestion des forêts, c'est de constater des délits à l'intérieur de la forêt, procéder à l'interpellation des responsables de ces délits et les déferer. C'est nous qui avons les codes forestiers et les textes d'application... », a dit Henry Koliko Lamah en répondant à notre question sur les accusations des habitants de Kilikpala.

Pour sa part, le directeur adjoint du Centre forestier de N'Zérékoré a dit être surpris par cette information. Quant au chef d'antenne de la forêt classée de Diécké, il a dit très préoccupé par ces accusations des habitants de Kilikpala. Selon lui, une enquête a été ouverte pour vérifier lesdites accusations.

SOURCE: guineenews

LINSAN: la déviation fermée à la circulation du vendredi au dimanche



En raison de la montée du niveau d'eau au pont de Linsan, nécessitant d'importants travaux de maintenance de la déviation, le ministère des TP informe que la circulation de tout véhicule sera interrompue sur ladite déviation du vendredi 6 juillet à 19 heures au dimanche 8 juillet à 10 heures.

C'est un communiqué du ministre des Travaux publics qui l'annonce. En raison de la montée du niveau d'eau au pont de Linsan, nécessitant d'importants tra-

viaux de maintenance de la déviation, le ministère des TP informe que la circulation de tout véhicule sera interrompue sur ladite déviation du vendredi 6 juillet à 19 heures au dimanche 8 juillet à 10 heures.

Le ministère, préoccupé par la sécurité des usagers et conscient des désagréments consécutifs à cette interruption, adresse d'avance ses excuses et sollicite la compréhension des uns et des autres.

La rédaction

Fête de l'Aid el Fitr, la police routière dresse un bilan plutôt positif



Le ministère de la sécurité et de la protection civile, a animé ce mercredi 5 juin, un point de presse pour dresser le bilan des accidents de la circulation survenus le jour de la fête de l'Aid el Fitr.

Dans un communiqué lu par le commissaire Mamoudou Camara, porte-parole de la police nationale le bilan au terme des festivités est globalement positif. Cette année, contrairement à la précédente, seuls deux cas de mort sont à déplorer à Kindia et à Conakry. : « Cependant, on déplore un seul cas de mort enregistré dans la commune urbaine de Kindia, précisément à Köndéta Mosquée où un véhicule de marque Toyota et de type Carina en marche arrière a heurté une femme et mort s'en est suivie. La victime Aminata Sylla, est âgée environ 25

ans. À Conakry, précisément à Dabompa, il a été découvert dans une piscine de Tassana, le corps sans vie de Mamadou Sall Diallo, élève de 14 ans. Le gérant de l'hôtel est interpellé au commissariat pour des fins d'enquête »

Parlant des autres communes, il dresse cet autre bilan des accidents : « à Bambéto, une voiture de marque Rav4 a fini sa course dans une boutique, sans dommage corporel. À Matoto, une moto contre un piéton avec délit de fuite à Yimbaya Pharmacie : blessures légères. À Enta, une moto contre un piéton à Tombolia aux environs de 16 heures. À Sonfonia, deux cas d'accident (moto contre moto et moto contre véhicule à la Cimenterie et à Fofomère).

Mohamed Y

TRAVAUX AU NIVEAU DU PONT DE TANENE:

la circulation aménagée



Le Ministère des Travaux Publics porte à la connaissance des usagers de la route nationale N°3 Conakry-Dubreka que, dans le cadre de l'entretien périodique des ponts métalliques de TANENE, des travaux sont entrepris de-

puis le Dimanche 26 Mai 2019 pour une durée d'un (1) mois.

A cet effet, la circulation sera interrompue durant les heures de travail (excepté les Samedis), conformément au programme suivant :

- 08h-11h
- 12h-14h
- 15h-18h

Le Ministère des Travaux Publics s'excuse du désagrément que ces travaux pourraient entraîner et demande aux usagers de respecter les signalisations pour leur sécurité et celle des travailleurs.

Source: ledjely.com

Le calendrier des examens nationaux réaménagé :

CEE, BEPC et BAC du 20 au 30 juin 2018

Initialement prévus du 18 juin au 13 juillet 2018, tous les trois (3) examens nationaux session 2018, à savoir le certificat de fin d'études élémentaires (CEE), le brevet d'études du premier cycle (BEPC) et le baccalauréat unique se déroulent désormais du mercredi 20 au samedi 30 juin 2018 (dans l'intervalle de 11 jours), a appris Guineematin.com à travers un de ses reporters.

Baccalauréat unique : du mercredi 27 au samedi 30 juin 2018.

Il est donc à constater qu'exceptionnellement pour cette session 2018, tous les examens sont enchaînés. Il n'y a aucun jour d'intervalle entre les trois, ni aucun jour de repos durant un examen donné.

Le calendrier réaménagé se présente comme suit : Examens de fin d'étude élémentaire : du mercredi 20 au vendredi 22 juin 2018 Brevet d'études du premier cycle (BEPC) : du samedi 23 au mardi 26 juin 2018

Enfin, les ateliers régionaux préparatoires des examens qui réunissent les cadres du département de l'éducation nationale, des IRE et DPE/DCE sont prévus à Kindia, Mamou et Kankan les 16 et 17 juin 2018.

Mamadou Diouldé Diallo pour Guineematin.com

FRIA : les femmes reviennent à la charge



A Fria, on avait cru que la fronde contre Mme le préfet, s'était calmée à défaut de s'essouffler. Visiblement, il n'en est rien. En tout cas au vu des événements qui s'y déroulent depuis ce mercredi 5 juin, lendemain de fête. De nouveau, la contestation de madame le préfet a repris de plus belle au point que ce jeudi, les protestataires sont allées littéralement occuper la résidence de la préfecture.

Comme la précédente fois, elles n'ont qu'une seule revendication : le départ de Gnalen Condé. Et pour y arriver, les manifestantes, brièvement rejointes par une poignée d'élèves dans la journée, occupent les locaux de la résidence de Madame le préfet. Et n'entendent en repartir que quand elles auront obtenu gain de cause.

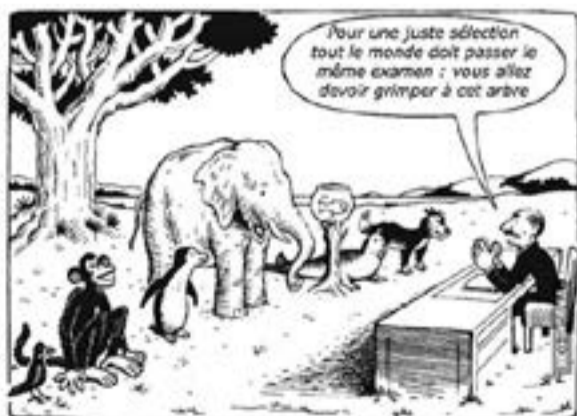
Selon nos informations, cette nouvelle salve de contestation est partie du jour de la fête. Ce jour-là, celles qui donnaient l'impression d'avoir renoncé à leur revendication ont hué Mme le préfet, à l'occasion de la prière de l'Aïd. Et hier, mercredi, la dynamique de la contestation est encore montée d'un cran supplémentaire. Mais c'est certainement ce jeudi 6 juin qu'elle a été la plus manifeste. Plutôt déterminées, les protestataires restent sourdes à toutes les offres de médiation. Selon un confrère basé sur place, depuis le milieu de l'après-midi de ce jeudi, une délégation des cadres ressortissants de la préfecture

de Fria est sur place pour tenter de faire entendre raison aux femmes. Délégation au sein de laquelle notre source dit avoir noté la présence du Directeur national des impôts, Aboubacar Makissa Camara. Aux femmes, les ressortissants-médiateurs ont expliqué que leur doléance a été transmise à qui de droit, à savoir le président Alpha Condé. Le seul qui, précisent-ils, avec son pouvoir décrétoal, est en mesure de prendre en charge leur grief. Aussi, les ressortissants leur ont demandé de patienter et de rejoindre leurs domiciles respectifs jusqu'à ce que le chef de l'Etat daigne entendre leurs cris de cœur.

Ce message délivré, les médiateurs attendent les réponses des manifestantes. Mais, nous dit-on, les chances que les femmes se laissent convaincre sont plutôt minimes.

A préciser que la manifestation de ce jeudi s'est déroulée sous les yeux des forces de l'ordre dont la mission était manifestement de s'assurer que tout se passe sans heurts. On rappelle que lors de la précédente manifestation, l'intervention musclée des services de sécurité pour déloger les manifestantes de la résidence de la préfecture avait plutôt aggravé la tension, en ce sens que cette intervention avait précipité les jeunes dans la rue, avec des actes de vandalisme par endroit.

La rédaction



Notre système éducatif

"Tout le monde est un génie. Mais si vous jugez un poisson par sa capacité à grimper aux arbres, il passera sa vie entière persuadé qu'il est totalement stupide."

- Albert Einstein

HUMOUR



Niveau facile **Sudoku 330 grilles**

Grille n° 7

1	7		9			4	2	
			4		1	7		
	9	4						
	1	5						
		7	5				3	
2			3	7		5		
	8	3		6	4			7
	2				3			
		6	1		8	3		

Grille n° 8

		1			2		4	
				4	6			
9		4	1			6	2	
	2						5	
		5			7	1	3	
	3	7	2	5	1	8		
8	9	6				4	1	
		3	4					
			3				6	

CULTURE GENERALE

Dix questions du jour : Par Amirou Barry

1. Construction du palais du peuple Conakry par

La France La Russie La Chine

2. Construction de la RTG -Koloma par

La Chine Le Japon La Corée

3. Pays voisin au nord de la Guinée

Liberia Côte d'Ivoire Mali

4. Le Centre de la Guinée

Labé Dabola Siguiri

5. Devise de la Guinée

Travail-Justice-Solidarité rouge-jaune-vert Le Syli

6. Siège de la présidence de la République

La Colombe Sékhoutouréya la Case Bellevue

7. Le plus grand marché de Conakry

Gbessia Madina Kaloum

8. Ancienne prison civile coloniale

Fotoba Kassa Tamara

9. Célèbre footballeur de Hafía FC

Maxime Malick Sankhon Antonio Souaré

10. Ancien nom de Novotel - Conakry

Riviera Hotel de France Hotel Gbessia



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE
DIRECTION GÉNÉRALE

L'assurance d'une Vie bien protégée !

**Ouvert
Du Lundi au Samedi**



**CENTRE DE
DIAGNOSTIC**

- IRM (Imagerie par Résonance Magnétique)
- Scanner
- Radiologie Numérique
- Mammographie
- Laboratoire de Référence
- Cabinet Dentaire

 (+224) 660 36 36 36
(+224) 660 34 34 34

CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE
DIRECTION GÉNÉRALE
Kouléwondy - Commune de Kaloum
BP: 138 CONAKRY/GUINÉE
SITE WEB: www.cnssguinee.org



CENTRE DE DIAGNOSTIC DE LA CNSS
(IMAGERIE MÉDICALE)

**Ouvert
Du Lundi au Samedi**

CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE DIRECTION GÉNÉRALE
Kouléwondy - Commune de Kaloum
BP: 138 CONAKRY/GUINÉE
SITE WEB: www.cnssguinee.org